

Frédou Braun¹

Acheter ses vêtements de manière équitable ?

Face aux crises de la société, voire de l'humanité entière, que nous traversons, de plus en plus de citoyen.ne.s prennent conscience des enjeux et adoptent davantage de comportements écologiques et alternatifs, chacun.e à son échelle, en matière d'alimentation, de santé, de mobilité douce ou de liens sociaux. Les vêtements restent un marché où il est encore difficile de se retrouver, entre la mode, la seconde main, les soldes...

En matière de consommation responsable, qu'est-ce qui a changé depuis 20 ans ? Telle est la question d'un participant au débat à l'issue de la projection du documentaire « La vie d'une petite culotte et de celles qui la fabriquent² ».

En effet, à l'heure de l'explosion de la mondialisation, les années 90 ont connu en opposition le lancement de la consommation responsable, avec une série d'actions, de campagnes, de labels, de revendications, de mesures... et d'espoirs déçus.

La consommation responsable face à la mondialisation

Carole Crabbé de l'asbl AchACT³, invitée à nourrir le débat⁴, a répondu à travers plusieurs exemples, dont le plus percutant est le drame du Rana Plaza⁵ survenu au Bangladesh en 2013. L'effondrement d'un immeuble instable où logeait 5 usines a entraîné la mort de 1138 travailleur.se.s et en a blessé 2000. Ce n'était pas un accident : les fondations étaient faites pour accueillir 6 étages, et il y en avait 3 supplémentaires qui avaient été construits sans autorisation. En cas de panne d'électricité, étaient installés des gros générateurs dans les étages supérieurs. La veille de la catastrophe, une inspection a eu lieu et la police avait interdit aux travailleur.se.s d'y revenir. Le lendemain, les patrons sans scrupules les ont obligé.e.s à reprendre malgré tout leur poste. Une panne est survenue, les générateurs se sont mis en route et l'immeuble s'est effondré. Puisque c'était prévisible, la police a cherché les responsabilités américaines et européennes. Une pression généralisée a exigé des entreprises une indemnisation des victimes ou de leurs ayants droits, et un engagement à ce que cela n'arrive plus. Un protocole d'accord a été mis en place pour une inspection des bâtiments des usines et une mise en conformité. 200 marques européennes ont signé l'accord. 2 à 3 millions de travailleur.se.s sont maintenant en sécurité,

¹ Chargée de projets chez Corps écrits

² http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/55165_1

³ <http://www.achact.be/news.htm>

⁴ Une autre analyse explore les enjeux de l'exploitation mondialisée dans le secteur textile : Frédéric Braun, *Du Nord au Sud, le coût véritable d'une petite culotte*, Corps écrits, 2019

⁵ Pour plus d'infos : Marc Molitor, #1 Rana Plaza, *Qui est responsable et pourquoi sont-ils morts ? Comprendre la filière d'approvisionnement en vêtements...*, in RANAPLAZA.BE, une publication d'AchACT - <http://ranaplaza.be/>

c'est un acquis. Au Bangladesh cependant, le gouvernement ne perpétuera pas cet accord de sécurité dans l'avenir.

Au Cambodge, la lutte pour l'augmentation des salaires a permis à ceux-ci d'augmenter, même si le salaire moyen est encore inférieur au salaire minimum vital.

La transparence est plus répandue aujourd'hui : certaines entreprises publient les marques de leurs fournisseurs (Amazon par exemple). Les Nations Unies ont mis en œuvre en 2011 un cadre pour responsabiliser les entreprises sur les droits humains dans les filières d'approvisionnement.

La conscience et les comportements des consommateurs et consommatrices ont également évolué. Redonner une deuxième vie à des vêtements est devenu monnaie courante aujourd'hui, dans la plupart des couches sociales, avec notamment la customisation et la permacouture⁶. Les mouvements de la Transition, et précisément les Slow Fashion et Ethic Wear sont centrés sur la question de la relocalisation et la création d'entreprises, pour que soit viable ce modèle pour les créatrices elles-mêmes et plus respectueux pour les ouvrières.

Néanmoins, le système capitaliste permet à H&M par exemple d'avoir la capacité d'utiliser ce qui se passe dans la marge pour le tirer dans la masse, avec notamment les vêtements en 2^e main et la location. Le greenwashing⁷ n'est jamais loin ! Les petites associations n'ont pas le pouvoir de faire bouger les masses, mais il est nécessaire de rester attentifs à la marge, car le changement y a trouvé souvent son origine.

En Turquie, la technique de sablage du jean afin de le délayer a provoqué la silicose, maladie pulmonaire mortelle, chez de nombreux travailleurs, des hommes principalement, lesquels se sont battus pour obtenir des soins et une indemnisation. Le sablage en Turquie est aujourd'hui interdit. Pourquoi donc faudrait-il délayer les jeans après les avoir teints (avec un produit polluant en plus) ? Au Bangladesh et en Chine, cette technique est néanmoins encore utilisée. Il y a aussi la technique du spray, un produit irritant, qui est suspecté maintenant de rendre les hommes stériles et d'être dangereux pour les fœtus...

Un label pour un respect des droits humains

Comment atteindre le respect des droits humains en matière d'industrie ? Impossible d'objectiver la situation et de savoir ce qui se passe au niveau de la sous-traitance. Les commerçant.e.s peuvent s'allier néanmoins avec des initiatives qui retracent les parcours des marchandises.

⁶ Concept qui intègre les principes de la permaculture à la couture et qui permet une revalorisation des vêtements.

⁷ Procédé de marketing utilisé par une organisation ou une entreprise dans le but de se donner une image de responsabilité écologique trompeuse. Les dépenses concernent en général davantage la publicité que de réelles actions en faveur de l'environnement ou du développement durable.

Un label est censé garantir le respect et la transparence à 100%. Il n'existe à l'heure actuelle aucun label opérationnel sur le respect des droits des travailleur.se.s. Certains labels écologiques ou de commerce équitable ont tenté d'étendre leur spectre d'application aux questions sociales du secteur de la confection, mais aucun ne se fonde sur des systèmes de vérification crédibles ni sur des standards complets. Plutôt que de certifier un produit, d'autres systèmes misent sur la crédibilisation d'une démarche d'entreprise.

Une campagne internationale Clean Clothes Campaign⁸ tente de mettre des choses en place, de la sensibilisation à la vérification des normes en vigueur. La Fair Wear Foundation⁹, basée en Europe, propose la mise en œuvre des filières en conformité. C'est la seule initiative européenne multipartite spécialisée dans l'habillement. Initiée en 1999 aux Pays-Bas dans le sillage d'un des projets pilotes de vérification menés par la Clean Clothes Campaign avec des entreprises volontaires, elle demande aux entreprises de signer une charte, inspirée du code de conduite de référence de la campagne internationale. Les entreprises s'engagent à mettre en œuvre ce code, à contrôler les usines qui produisent pour leur compte et le cas échéant à y améliorer les conditions de travail. Au bout de trois ans, l'entreprise membre doit pouvoir démontrer la mise en conformité de l'ensemble de ses filières de fabrication de vêtements.

La fondation effectue des contrôles et vérifie les conditions de travail dans les usines. Des équipes locales d'auditeur.e.s dans les pays de production ont pour mission d'interviewer les travailleur.se.s et de mettre en place des procédures de plainte desquelles découlent des plans d'amélioration. Ceci dit, si au bout d'un certain temps, le travailleur.se.s ne constatent aucun changement suite à leurs témoignages, ils et elles finissent par se taire. Or leur parole reste fondamentale.

Quelles alternatives pour les consommateurs et consommatrices ?

Pour la plupart d'entre nous, nous recherchons, de manière légitime somme toute, des biens de consommation à bas prix, en ignorant parfois sciemment leurs origines. L'étiquette n'est pas nécessairement d'une grande aide puisque les firmes déguisent souvent la provenance de leurs produits. En réalité, aucune firme européenne, et surtout aucune petite entreprise ou atelier, ne peut concurrencer les produits bons marchés conçus à travers cette chaîne d'exploitation.

Il faudrait pouvoir changer le business modèle, mais comment ? En favorisant le commerce équitable ; en soutenant le syndicalisme et les droits des travailleur.se.s ; en faisant un choix pour des marques respectueuses ; en développant les échanges de vêtements, la location de vêtements durables (faire en sorte que le vêtement soit loué le plus de fois possible renverse la

⁸ <https://cleanclothes.org/>

⁹ <https://www.fairwear.org/>

logique du système !) et l'économie circulaire. Patagonia¹⁰ par exemple propose un service de réparation et un rachat/revente de son matériel. L'idée est donc bel et bien d'inventer des nouveaux métiers... ou d'en revaloriser d'anciens.

Et si l'envie vous vient quand même d'acheter des nouveaux vêtements ? De nombreuses entreprises membres de la Fair Wear Foundation écoulent leurs produits en Belgique. Huit d'entre elles sont des entreprises belges. Elles sont actives dans le secteur de la mode, du vêtement promotionnel et du vêtement de travail¹¹. Il est donc parfois possible de vérifier pour ses achats si la marque est plus ou moins « réglementaire ». Autre piste : accepter de payer le prix réel d'une production artisanale locale et refuser la tentation de la consommation excessive.

¹⁰ <https://eu.patagonia.com/be/fr/home/>

¹¹ e5mode, JBC, Mayerline, Stanley & Stella, B&C, Bel&Bo, Claudia Sträter, Friend&Ginger, Bel-Confect